

OS.

Confidentiel.

ad

OB. 63.35.13.12.

Compte-rendu de la séance tenue le 12 juin 1947 à 17 h.
au bureau de Monsieur le Conseiller fédéral M. Petitpierre,
au sujet de l'attitude de la Suisse à l'égard de la Banque
internationale pour la reconstruction.

Participants à la séance:

M. Max Petitpierre, Conseiller fédéral,
M. le Ministre Stucki,
M. le Ministre Secrétan,
M. le Ministre Hotz,
M. le Directeur Reinhard,
M. le Conseiller de Légation Hohl,
M. P. Keller, Président de la Direction générale de la
Banque Nationale Suisse,
M. P. Rossey, Vice-président de la Direction générale de la
Banque Nationale Suisse,
M. H. Homberger, Directeur du Vorort,
Protocole : M. Ch. Müller, Département Politique.

M. le Conseiller fédéral M. Petitpierre.

J'ai eu ces derniers temps les visites de M. McKittrick, ancien président de la BRI, de M. Frère, président, et M. Auboin, directeur de la BRI. Les mêmes personnes sont venues voir M. Keller, qui a également reçu M. de Jongh de la Banque internationale pour la reconstruction, et M. Reinhard a eu un entretien avec M. Aldrich, président de la Chambre de commerce internationale. D'autre part, notre Légation à Washington nous a annoncé l'arrivée prochaine en Suisse de M. McCloy, président, et de M. Rist, directeur de la Banque internationale pour la reconstruction.

Les milieux des institutions de Bretton Woods ont été renseignés sur l'attitude de la Suisse par un rapport de M. Jacobson qui contient des détails sur la séance tenue le 13 novembre 1946 par la Commission d'étude suisse pour l'examen des accords de Bretton Woods. J'ai cherché à savoir comment M. Jacobson a pu se procurer ces renseignements et je suis arrivé à la conclusion que c'est M. Wagner qui doit les avoir fournis. Il faut reconnaître que M. Jacobson décrit d'une manière tout à fait objective les motifs qui ont amené la Suisse à adopter une attitude réservée à l'égard de la Banque et du Fonds.

Les différentes démarches entreprises aujourd'hui nous font penser qu'il y a une "offensive" en vue d'obtenir de la part de la Suisse soit l'adhésion soit une collaboration avec les institutions de Bretton Woods. Pour des raisons de politique générale nous ne saurions nous dérober à toute discussion à ce sujet.

M. Frère a également soulevé la question des relations entre la BRI et la Banque pour la reconstruction. Il s'est efforcé d'obtenir la non-exécution de la décision de liquider la BRI. Les Gouvernements britannique et français se sont ralliés à cette manière de voir; le Gouvernement américain paraît être acquis lui-aussi, mais ne veut pas encore s'engager en ce moment. Une décision à ce sujet doit intervenir en automne prochain.

MM. Frère et Auboin ont discuté avec la direction de la Banque pour la reconstruction la question de la création d'un bureau européen de celle-ci. De l'avis de M. Frère, seule la Suisse entrerait en ligne de compte comme siège de ce bureau et il a offert les installations de la BRI à cet effet; il estime toutefois que Genève et Zurich pourraient aussi être prises en considération. Nous ignorons la suite qui a été donnée à ces suggestions.

Nous avons été informés officiellement que la Suisse sera invitée à participer à la conférence qui sera convoquée à New-York au mois de novembre en vue d'élaborer une charte mondiale du commerce. Certains chefs de délégation à la conférence actuelle de Genève nous ont fait savoir qu'ils s'efforceront de détacher le plus possible cette conférence des Nations Unies dans le but précisément de permettre la participation des Etats non membres. Le Conseil fédéral ne s'est pas encore prononcé sur cette question, mais j'estime qu'il y aura lieu de donner une réponse affirmative à une telle invitation.

En ce qui concerne les institutions de Bretton Woods, quatre questions se posent aujourd'hui, à savoir :

- 1) Y aurait-il éventuellement des raisons pour modifier notre attitude de principe relative à l'adhésion ? Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de revenir sur cette question. Le rapport établi par M. le Ministre Stucki à l'intention du Conseil fédéral contient des considérations en faveur de l'abstention qui sont toujours valables.
- 2) Si l'adhésion n'entre pas en ligne de compte, pouvons-nous envisager une collaboration avec la Banque pour la reconstruction et éventuellement avec le Fonds, et sous quelle forme ? J'écarte d'emblée la possibilité d'une adhésion à ces institutions avec une situation spéciale à l'instar de celle que nous cherchons à obtenir au sein des Nations Unies.
- 3) Le placement en Suisse des titres de l'emprunt de 250 millions de dollars que la Banque pour la reconstruction veut émettre au mois de juillet serait-il une forme possible de cette collaboration ?
- 4) Quelle tactique faudra-t-il adopter afin de concilier les intérêts nationaux d'ordre financier et économique avec les exigences de notre politique extérieure ?

Le Conseil fédéral s'est engagé dans une politique de

collaboration avec les institutions spécialisées des Nations Unies et nous ne devons pas nous exposer au reproche de n'accepter cette collaboration que quand elle est gratuite et de la refuser quand elle implique des sacrifices de notre part.

Le but premier des démarches dont je viens de parler est d'obtenir une réponse affirmative sur le troisième point. M. Frère estime que l'emprunt en question est suffisamment couvert étant donné que son montant est sensiblement inférieur à la souscription payée par les Etats-Unis à la Banque pour la reconstruction.

Je songe à deux possibilités d'une participation de la Suisse à cet emprunt :

- 1) L'utilisation des avoirs suisses aux Etats-Unis;
- 2) Le placement en Suisse de titres de cet emprunt.

M. Keller a bien voulu accepter d'examiner le côté technique de ce problème et il nous en fera rapport.

Les Messieurs qui sont venus nous voir ont tous relevé que la collaboration de la Suisse n'est pas seulement une question matérielle et financière, mais surtout un problème d'ordre politique et moral. Ils craignent en effet que les emprunts envisagés ne deviennent des affaires purement américaines et c'est pour cette raison qu'ils recherchent une participation d'autres pays créditeurs.

M. McKittrick, qui a toujours témoigné beaucoup de sympathie pour notre pays, désire prendre contact avec des personnalités suisses pour discuter ces questions. J'estime que ces contacts ne devraient pas avoir un caractère officiel et il me semblerait extrêmement souhaitable de former une doctrine suisse unie pour éviter des réponses contradictoires. C'est pour cette raison que j'ai convoqué cette séance, sur laquelle je ne manquerai pas de faire rapport au Conseil fédéral.

M. le Ministre Stucki.

J'aimerais commencer par la question de la tactique. L'expérience nous montre qu'il est toujours extrêmement facile pour un étranger qui vient en Suisse d'apprendre tout ce qu'il désire savoir. Il me paraît par conséquent tout à fait nécessaire de former une doctrine uniforme et de déterminer en outre ce que nous pouvons dire aux étrangers et ce qu'il convient de garder pour nous.

Parmi les raisons qui déterminent notre attitude à l'égard des institutions de Bretton Woods, il y en a qui sont tout à fait claires et que l'on peut communiquer à tout le monde. Une de ces raisons est l'interdépendance très étroite entre les problèmes internationaux d'ordre financier et économique, en raison de laquelle il nous est impossible de nous prononcer sur

Bretton Woods aussi longtemps que nous ignorons les résultats de la conférence internationale du commerce et de l'emploi. En faisant état de cet argument, nous nous trouvons d'ailleurs en excellente compagnie, puisque la Suède s'en sert également. Nous pouvons aussi mettre en avant les difficultés qu'entraînerait pour nous la restriction de la souveraineté financière imposée aux membres des institutions de Bretton Woods.

Par contre, il ne me paraît pas indiqué de relever que nous ne voulons pas accepter une restriction de notre souveraineté commerciale, puisque c'est là un motif essentiellement égoïste. Pour moi c'est une des raisons les plus importantes parce que par l'adhésion à Bretton Woods nous perdrons l'influence que les accords bilatéraux nous permettent d'exercer sur nos exportations et nos importations. Un autre argument, dont nous ne pouvons nous servir publiquement, est celui-ci: Nous devons un jour négocier notre entrée dans les Nations Unies et le sacrifice que signifie pour nous l'adhésion aux institutions de Bretton Woods pourrait alors constituer un moyen de paiement pour obtenir un statut spécial.

En ce qui concerne le fond de la question, je ne vois aucune raison pour modifier notre attitude de principe à l'égard de Bretton Woods. Il me semble toutefois que des considérations d'ordre politique ne nous permettent pas de rester purement négatifs et que nous devrions manoeuvrer afin d'arriver à une collaboration avec ces institutions même là où ce n'est pas avantageux pour nous. La participation de la Suisse aux emprunts de la Banque pour la reconstruction me paraît offrir une telle possibilité. Notre collaboration pourrait consister à donner des facilités en vue de rendre la participation attractive aux citoyens suisses qui possèdent des dollars. Cela nous permettra de dire que la Suisse a fait son possible pour faciliter le travail pratique de la Banque pour la reconstruction.

M. le Conseiller fédéral M. Petitpierre.

J'aimerais d'abord liquider le point 1, c'est-à-dire notre attitude concernant l'adhésion aux institutions de Bretton Woods. Est-ce qu'il y a à ce sujet des opinions différentes à celle que vient d'exprimer M. le Ministre Stucki? Puisque cela n'est pas le cas, il nous reste à discuter la question de la collaboration.

Herr Generaldirektor Keller.

Es ist auffallend, dass Herr McKittrich ohne Einladung unsererseits seine Bereitschaft erklärt hat, die technische Seite der Zusammenarbeit zwischen der Schweiz und der Wiederaufbaubank zu besprechen und dass er ohne weiteres versteht, dass wir aus währungspolitischen Gründen Hemmungen in Bezug

auf den Beitritt haben. Dies scheint mir zu beweisen, dass unser passives Verhalten auf amerikanischer Seite die Erkenntnis gefördert hat, man könne die Schweiz nicht gleich wie die Vereinigten Staaten behandeln.

Wenn wir grundsätzlich ausserhalb von Bretton Woods bleiben, was auch die Nationalbank für richtig hält, so stellt sich die Frage der Zusammenarbeit. Der Ausgangspunkt dazu muss ein Beschluss des Bundesrates sein, es müsse in dieser Hinsicht etwas geschehen. Es gibt eine ganze Reihe von Elementen, die eine solche Zusammenarbeit nahelegen. Vor allem betrachtet die Welt uns als reich, denn sie kennt unsere Dollarguthaben und sieht, dass wir Gold und Dollar ablehnen, während alle andern Länder Dollar suchen.

Zum ersten Mal ist ein Beamter der Wiederaufbaubank, Herr de Jongh, in die Schweiz gekommen um uns konkrete Fragen zu stellen und zwar nicht über die Mitgliedschaft, sondern über die Zusammenarbeit in Form eines Mitmachens an der Anleihe. Die Wiederaufbaubank wünscht nicht in erster Linie unsere finanzielle Hilfe, die ohnehin verhältnismässig bescheiden sein wird, sondern vor allem eine moralische Unterstützung.-Der Bundesrat muss entscheiden, ob wir diese geben können. Unsere Beteiligung darf aber nicht anonym sein, denn die Wiederaufbaubank möchte eine demonstrative Leistung.

Meine Prüfung dieser Frage hat mich zum Schluss geführt, dass die Schweiz diese Anleihe auf zwei Arten unterstützen kann. Die erste Möglichkeit bestände darin, dass die Regierung mit ihren eigenen Dollarguthaben die Anleihe zeichnet; damit wird sie zum Bankier und schafft einen Präzedenzfall, den wir bisher immer abgelehnt haben. Ich kann daher diese Lösung nicht empfehlen.

Die zweite Möglichkeit besteht darin, dass man sich an das Publikum wendet. Ich habe mit verschiedenen Bankiers über diese Frage gesprochen und sie waren alle der Ansicht, dass diese Anleihe für das schweizerische Publikum nicht genügend attraktiv sei, dass sie jedoch in der folgenden Form attraktiv gestaltet werden könnte: es wird eine schweizerische Tranche von 20 - 25 Millionen Dollar geschaffen, für die schweizerische Devisenländer mit ihren in den Vereinigten Staaten liegenden zertifizierten Dollar zeichnungsberechtigt sind. In Frage kommt meines Erachtens nur die zehnjährige Tranche zu 2 1/2 %. Diese wäre genügend attraktiv, wenn die Rückzahlung in Schweizerfranken erfolgt. Die Mitwirkung des Bundes könnte nun dadurch erfolgen, dass er der Wiederaufbaubank zusagt, ihr bei der Umwandlung der Dollar in Schweizerfranken behilflich zu sein. Damit würde allerdings diese Anleihe privilegiert und es könnte der Eindruck erweckt werden, dass die in den Vereinigten Staaten liegenden Dollar nur auf diesem Wege transferiert werden können. Es scheint mir daher unbedingt notwendig zu sein, dass der Bundesrat erklärt, er werde ganz allgemein die Transferierbarkeit der Dollarguthaben zu erleichtern suchen.

Ich möchte noch ganz besonders darauf hinweisen, dass der Bund die Transferzusage der Wiederaufbaubank geben und dem

Publikum gegenüber keinerlei Garantie übernehmen soll, denn dieses kann nicht zwischen Bonitäts- und Transfergarantie unterscheiden.

Wenn der Bundesrat bereit ist, diese Unterstützung zu gewähren, dann könnte die Nationalbank mit der Wiederaufbaubank die technischen Modalitäten dieser schweizerischen Tranche besprechen.

M. le Directeur général Rossy.

La forme proposée de notre collaboration avec la Banque pour la reconstruction ne me paraît pas dégagée de tout danger pour cette dernière. Aux Etats-Unis on semble être plutôt sceptique quant à cet emprunt et j'ai lu dernièrement un article dans un journal américain qui recommandait au public de ne pas y souscrire. Or, si une tranche est placée sur le marché suisse et si le public ne souscrit pas, nous tuons la Banque au lieu de la servir, car elle sera discréditée aux yeux de tout le monde. Notre collaboration pourrait ainsi s'avérer une arme à deux tranchants.

Herr Direktor Reinhard.

Wenn wir an der Anleihe der Wiederaufbaubank mitmachen, so könnte dadurch vielleicht bei den Amerikanern der Eindruck entstehen, dass wir dies nur zum Zeitgewinn und als Vorbereitung unseres Beitritts tun. Es scheint mir wichtig, dass wir diesen Punkt vollständig klarstellen.

Die Schweiz hat bisher für den Wiederaufbau Europas bilaterale Kredite zur Verfügung gestellt, und zwar sowohl an den Osten, wie an den Westen; die politischen Bedenken sind daher im Hintergrund geblieben. Dies ist jedoch nicht der Fall bei der Anleihe der Wiederaufbaubank, denn das ganze System ist von den Vereinigten Staaten beherrscht, während die andere Gruppe nicht beteiligt ist. In Anbetracht der politischen Zweiteilung der Welt und des politischen Charakters der amerikanischen Kredite, scheint mir darin für die Schweiz eine gewisse Gefahr zu liegen. Es ist auch möglich, dass Russland ebenfalls von uns Kredite verlangt, wenn wir die Anleihen der Weltbank unterstützen.

Was die finanzielle Seite anbetrifft, so bin ich der Auffassung, dass der Bund sich nicht direkt beteiligen sollte. Erstens besitzt er nach Erfüllung der Abkommen von Washington nur 47 Millionen Dollar und zweitens würden dadurch zahlreiche rechtliche Probleme aufgeworfen. Eine solche Beteiligung könnte wohl nicht durch einen Bundesratsbeschluss erfolgen, sondern müsste vom Parlament genehmigt werden, wie dies bei den unter dem Völkerbund gewährten Anleihen der Fall war.

Diesen Fragen kann man ausweichen, wenn die Privaten subscribieren. Hier stellt sich jedoch sofort die Frage, ob die Anleihe dazu genügend attraktiv sei. Mir scheint dies nicht

Fall zu sein, denn sie ist deutlich auf die amerikanischen Verhältnisse zugeschnitten, wo die Zinssätze bedeutend niedriger sind als bei uns und dann spielt auch das grosse Misstrauen gegen ausländische Kredite eine Rolle. Es besteht ja bei allen Wiederaufbaukrediten die Gefahr, dass sie nicht selbsttragend sind. Wenn nicht einmal eine Bundesanleihe auf fünfundzwanzig Jahre zu 3 1/2 % untergebracht werden kann, so glaube ich nicht, dass die Anleihe der Wiederaufbaubank gezeichnet werden wird. Sie könnte höchstens attraktiv gestaltet werden, indem sie mündelsicher erklärt wird und indem die Vereinigten Staaten die Steuerfreiheit zusichern.

In Bezug auf die Mitarbeit des Bundes ist zu sagen, dass ein Staat nicht gerne Transfargarantien auf zehn Jahre übernimmt, da man die Entwicklung der Kurse nicht voraussehen kann. Auch ist dies nur eine erste Anleihe und es scheint mir auch deshalb gefährlich, sich auf diesen Weg einzulassen. Bei weiteren Anleihen werden sich für uns wieder neue Probleme stellen.

Aeusserst wichtig ist es, dass wir uns darüber klar werden, ob wir nun die bilateralen Kredite zugunsten der multilateralen aufgeben wollen, oder ob wir in Zukunft beide nebeneinander durchführen.

Herr Direktor Homberger.

Es ist nicht einfach, die Haltung zu beurteilen, die die Schweiz bei praktischen Entscheidungen gegenüber internationalen Organisationen einnehmen soll. Die Ziele der Institutionen von Bretton Woods entsprechen unseren wohlverstandenen Interessen, denn unser Land ist infolge seiner Verbundenheit mit der Weltwirtschaft ganz besonders auf deren Gesundung angewiesen. Daher erklärt sich auch, dass viele Leute gefühlsmässig Bretton Woods sehr aufgeschlossen gegenüberstehen. Umso heikler ist es aber, die Entscheidung zu treffen, die sich aus der genauen Kenntnis der Verhältnisse aufdrängt.

Bei der grundsätzlichen Frage des Beitritts zu Bretton Woods konnte die Studienkommission keine positive Haltung einnehmen, weil die Abkommen - und darauf lassen sich eigentlich alle vorgebrachten Gründe zurückführen - auf die Interessen eines Gläubigerlandes, das nicht gleichzeitig eine beherrschende Grossmacht ist, keine Rücksicht nehmen. Der Beitritt der Schweiz ist daher nicht möglich, solange diese Abkommen nicht vollständig umgestaltet werden.

Unter diesen Umständen ist es verständlich, dass man an eine Zusammenarbeit in anderer Form denkt, um diesen Institutionen nicht ganz den Rücken kehren zu müssen. Aus politischen Rücksichten ist die Mitwirkung bei der praktischen Tätigkeit der Wiederaufbaubank vielleicht erwünscht und eine Beteiligung an der von ihr aufgelegten Anleihe liegt daher nahe.

Was mir dabei vor allem nicht gefällt, ist dass sich alle Sendboten der Wiederaufbaubank damit einführen, dass sie nicht materielle, sondern moralische Hilfe suchen. Wenn dies

nicht nur ein Mittel ist, um uns leichter für ihre Sache zu gewinnen, so scheint mir hier ganz besondere Vorsicht am Platz zu sein. Es ist in der Tat sehr schwerwiegend, die moralische Verantwortung für das zu übernehmen, was hier geschieht.

Unserer moralischen Mitverantwortung am Wiederaufbau Europas haben wir mit den bilateralen Krediten von insgesamt 870 Millionen Schweizerfranken schon ausgiebig Genüge getan. Dabei sind wir noch lange nicht am Ende unserer Kreditgewährung. Ich denke allerdings nicht an neue Kredite, sondern an die Rückzahlung der bisher gewährten, die alle sehr kurzfristig sind. Wenn wir nicht zu stark auf das Tempo der Rückzahlung drücken, tun wir ebenfalls etwas für unsere moralische Mitverantwortung. Man darf nicht vergessen, dass uns die Rückzahlung dieser Kredite bei der Gestaltung unserer Handels- und Finanzpolitik erhebliche Schwierigkeiten bereiten wird.

Wenn man die technische Zusammenarbeit mit der Wiederaufbaubank von dieser Seite beurteilt, so sieht man, dass wir sehr vorsichtig sein müssen. Es scheint mir selbstverständlich zu sein, dass der Bund die Tranche nicht selbst zeichnen kann. Aber auch die Auflage im Publikum wird nicht optimistisch beurteilt. Die Anleihe könnte allerdings ein gewisses Interesse finden, wenn man sie mit soliden Transfergarantien ausstattet (Rückzahlung nicht nur der Zinsen, sondern auch des Kapitals in Schweizerfranken). Diese Garantie läuft indirekt darauf hinaus, dass für das gezeichnete Kapital eine Transfermöglichkeit geschaffen wird, die heute nicht besteht und auf die man anderweitig auch nicht hoffen kann. Wie dies von denjenigen Gläubigern beurteilt wird, die nicht zeichnen können und denen eine ähnliche Erleichterung nicht gewährt werden kann, ist eine andere Frage und ebenfalls wie man sich ganz allgemein in den schweizerischen Wirtschaftskreisen angesichts unserer Dollarpolitik zu dieser Massnahme stellen wird.

Ich glaube, dass es sogar für eine derartige Zusammenarbeit noch etwas zu früh ist. Man sollte auch hier Zeit gewinnen, bis man sieht, wie diese Anleihe aufgenommen wird.

Herr Legationsrat Hohl.

Es scheint mir, dass die Schweiz aus politischen Erwägungen heraus etwas tun muss, um ihre internationale Solidarität zu beweisen; die bereits gewährten Kredite genügen dazu nicht. Ich möchte in diesem Zusammenhang an die Erklärungen von Dalton und Snyder erinnern; ferner erschien erst gestern wieder eine Pressemeldung, nach der in den Vereinigten Staaten bestimmt erwartet wird, dass die Schweiz einen Wiederaufbaukredit an Italien gewähren werde.

Um unsern guten Willen der Wiederaufbaubank gegenüber zu bezeugen, scheint mir der Gedanke der Unterstützung dieser Anleihe ausgezeichnet. Damit könnten wir unsere Bereitschaft

zur Zusammenarbeit praktisch bekunden, ohne dass unsere Volkswirtschaft allzusehr darunter leidet. Ich glaube auch nicht, dass die schweizerische Tranche zu wenig attraktiv wäre, denn es steht ausser Zweifel, dass die Finanzdollar Anlagen suchen.

M. le Conseiller fédéral M. Petitpierre.

Pour répondre à l'opinion émise par M. Homberger, d'après laquelle il y aurait lieu de différer une décision sur notre collaboration avec la Banque pour la reconstruction, je tiens à préciser que M. Frère nous a posé la question précise si nous pouvions participer à l'émission d'une tranche de l'emprunt. Ce problème ne se pose donc pas de la même façon que celui de notre adhésion; la Banque attend une réponse de notre part et il n'est pas possible d'adopter une attitude dilatoire.

Je comprends très bien l'arrière-pensée de M. Homberger au sujet de l'aide morale que l'on nous demande. On nous dit que les Etats-Unis ne devraient pas être le seul pays créateur qui participe à cet emprunt, mais qu'il doit s'agir d'une action internationale, et c'est à ce titre qu'on demande notre collaboration morale. Est-ce là seulement un moyen de pression ou une manoeuvre tactique? Nous ne le savons pas. Mais nous devons quand même comprendre le désir de ne pas faire de ces emprunts qu'une affaire purement américaine.

Herr Minister Stucki.

Ich bin absolut der Auffassung, dass jetzt ein Entscheid getroffen werden muss und dass dieser Entscheid nicht negativ sein darf. Wenn man die gesamte heutige Weltlage betrachtet, so kann man sich keinen Illusionen darüber hingeben, dass die Schweiz noch viel weitergehende Konzessionen wird machen müssen; wir kommen einfach nicht darum herum, unsere Solidarität mit den verwüsteten Ländern um uns herum zu bezeugen.

Ich kann die Auffassung von Herrn Direktor Reinhard nicht teilen, dass wir uns mit der Unterstützung des Kredits der Wiederaufbaubank ins Lager der Angelsachsen begeben. Schliesslich sind die Bank und der Fonds zwei der Spezialorganisationen der Vereinigten Nationen und ausser Russland sind die Staaten östlich von uns alle Mitglieder. Aber auch die Russen können uns keinen Vorwurf daraus machen, dass wir uns ins Lager der Vereinigten Nationen begeben.

Was das Argument anbetrifft, unser Mitmachen könnte als Vorbereitung zum Beitritt aufgefasst werden, so kommt alles darauf an, wie man die Sache darstellt. Ich bin allerdings der Ansicht, dass wir unsere prinzipielle Ablehnung nicht an die grosse Glocke hängen sollten. Nachdem unsere Stellungnahme durch den Bericht Jacobsen bekannt geworden ist und besser verstanden wird als wir erwarteten, haben wir dazu keinen Grund mehr.

Ich halte dafür, dass die Mitwirkung des Bundes in Form einer Transfergarantie für 20 bis 25 Millionen Dollar das Minimum eines praktischen Beitrags darstellt. Wenn wir diesen nicht leisten wollen, so können wir nur noch sagen, dass wir überhaupt nicht mitmachen. Dies scheint mir aber aus allgemeinen Gründen nicht möglich.

Ich bedaure, dass Herr Direktor Homberger nicht dabei war, als ich in den Verhandlungen in Washington die Beteiligung der Schweiz am Wiederaufbau immer wieder in den Vordergrund rückte. Darauf wird jedoch immer die Frage gestellt, ob wir wirklich nur aus christlicher Nächstenliebe gehandelt hätten und nicht aus eigenem Interesse. Meines Erachtens spielten realpolitische Erwägungen die grössere Rolle, und zwar mit gutem Recht; denn handeln die andern Staaten aus christlicher Nächstenliebe?

Ob die geplante Tranche genügend attraktiv sei, steht mir zu beurteilen nicht zu. Ich möchte nur darauf hinweisen, dass viele Leute glauben, in einigen Jahren sei der Transfer von Dollarguthaben ohne weiteres möglich.

M. le Conseiller fédéral M. Petitpierre.

Comme la Suède se trouve dans une situation semblable à celle de notre pays, je suppose qu'elle est l'objet de démarches analogues. Il serait intéressant de savoir quelles tendances prévalent à Stockholm à ce sujet.

Herr Generaldirektor Keller.

In Fragen der Kreditgewährung wird Schweden immer zusammen mit der Schweiz genannt, aber wir dürfen nicht vergessen, dass die Finanzlage dieses Landes heute so schlecht ist, dass es zum Mitmachen nicht in der Lage ist.

Was die Attraktivität der schweizerischen Tranche betrifft, so sind die Bankiers der Ansicht, dass sie im heutigen Augenblick, mit einer Transfergarantie ausgestattet, bis auf 50 Millionen Dollar erhöht werden könnte. Wir sollten jedoch über das erwähnte Minimum nicht hinausgehen.

Diese technischen Fragen brauchen jedoch in der heutigen vorbereitenden Diskussion noch nicht abgeklärt zu werden, Was wir jetzt wissen müssen ist erstens, ob sich der Bundesrat zur Transferfrage positiv einstellt und zweitens, ob er bereit ist, die Transfergarantie in einer Form zu geben, die sie deutlich von einer Bonitätsgarantie unterscheidet.

Herr Minister Hotz.

Ich teile durchaus die Auffassung, dass der Bund die Transfergarantie geben kann und habe in dieser Hinsicht gar keine Bedenken. Die Attraktivität der Tranche scheint mir

durchaus genügend, denn abgesehen von der Transfermöglichkeit kann man noch auf das Steigen des Dollars spekulieren.

Es ist äusserst wichtig, dass durch unsere Beteiligung an dieser Anleihe Zeit gewonnen werden kann für die grundsätzliche Frage des Beitritts. Dies ist sehr wichtig, denn für die Rückkehr zur Multilateralität des Zahlungsverkehrs ist der heutige Zeitpunkt noch verfrüht.

Herr Direktor Reinhard.

Es scheint mir unerwünscht, dass der Bund eine Transfergarantie übernimmt, wenn die Gestaltung der realen Transfermöglichkeiten gar nicht vorzusehen ist. Dies ist letzten Endes eine Frage des Güterausstausches, wozu sich allerdings Herr Minister Hotz zuversichtlich geäussert hat.

Ich habe jedoch noch andere Bedenken. Einerseits scheint es mir bedauerlich, dass wir gleichzeitig mit der Zulassung dieser Tranche andere Dollaranleihen ablehnen müssen, die uns grosse Vorteile bringen würden, zum Beispiel mit Dänemark. Andererseits helfen wir den Spekulanten, wenn auch die Finanzdollar zur Zeichnung verwendet werden können.

In Bezug auf Schweden ist noch zu bemerken, dass dieser Staat noch gewaltige Nettovermögen besitzt und seine Finanzlage daher gar nicht schlecht ist. Anders steht es allerdings mit der Währungslage.

Herr Direktor Homberger.

Ich habe alles Verständnis für die politischen Erwägungen, auch wenn sie mir nicht immer erfreulich erscheinen.

Zu den von Herrn Direktor Reinhard gemachten Vorbehalten möchte ich noch sagen, dass man von der Handelspolitik aus keinerlei Garantie in Bezug auf die realen Transfermöglichkeiten machen kann. Es wird im Gegenteil ein Dollarangebot aus den sogenannten Nichtdollarländern kommen, und es ist daher nicht leicht einzusehen, wie die Rückzahlung der Dollar gesichert werden soll, denn einmal müssen sich diese schliesslich in Waren umwandeln. Es wird auch nicht ohne weiteres einleuchten, dass der Bund eine Transfergarantie übernimmt, die mit seiner Dollarpolitik im Widerspruch steht. Wer A sagt, muss auch B sagen, und meines Erachtens sollten daher in absehbarer Zeit weitere Erleichterungen in der Dollarbewirtschaftung gewährt werden.

Herr Generaldirektor Keller.

Ich möchte noch einmal den materiellen Inhalt der vom Bund zu übernehmenden Transfergarantie genau umschreiben. Diese würde darin bestehen, dass der Bund der Wiederaufbaubank zusagt,

ihr zu ermöglichen, die Zinsen, Amortisationen und Kapitalien bei ihrer Fälligkeit zum dannzumaligen offiziellen Kurs in Schweizerfranken zurückzubezahlen. Falls der Wiederaufbaubank keine Schweizerfranken zur Verfügung stehen, muss der Bund die Dollar übernehmen.

Herr Minister Stucki.

Ich glaube, dass wir alles Interesse daran haben, die Transfargarantie möglichst als sehr grosse Konzession im Sinne eines Beitrags an den Wiederaufbau herauszustreichen. Gegen innen ist dies nötig, um allfälligen Reklamationen von Leuten, denen man die Dollar nicht abnimmt, zu begegnen. Gegen aussen können wir damit demonstrieren, dass wir bereit sind, für die internationale Solidarität wesentliche Opfer auf uns zu nehmen.

Ein Punkt ist mir noch nicht ganz klar. Die Emissäre, die sich an uns gewandt haben, verlangen mehr eine moralische als eine finanzielle Mitwirkung. Ueber letztere haben wir jetzt gesprochen; die erstere soll, wenn ich richtig verstanden habe, darin bestehen, dass auch schweizerische Experten bei der Prüfung der an die Weltbank gerichteten Kreditgesuche sich beteiligen. Der Zusammenhang zwischen diesen beiden Formen der Mitarbeit leuchtet mir jedoch nicht ohne weiteres ein.

M. le Conseiller fédéral M. Petitpierre.

Au cours des entretiens que j'ai eus tous mes interlocuteurs ont insisté sur l'isolement des Etats-Unis et leur désir de ne pas toujours rester seuls dans les affaires de ce genre. Mais nous n'avons pas été sollicités à participer à l'examen des demandes de crédits; ce cas a plutôt été cité à titre d'exemple.

Monsieur le Directeur général Rossy.

La valeur morale de notre collaboration me paraît être celle-ci: si les Suisses qui connaissent beaucoup mieux la situation de l'Europe que les Américains souscrivent à une tranche de l'emprunt, le crédit de la Banque pour la reconstruction augmentera.

Il faudra vouer toute l'attention à la forme dans laquelle l'emprunt sera publié pour ne pas induire le public en erreur. Il y aura surtout lieu de relever que ce n'est pas une possibilité unique de transfert.

M. le Conseiller fédéral M. Petitpierre.

Il est clair que la Confédération ne prend aucune responsabilité vis-à-vis du public, même pas par une recomman-

dation de souscrire à l'emprunt.

J'en arrive maintenant aux conclusions qui me paraissent porter sur deux points :

- 1) Notre réponse à la Banque pour la reconstruction sera affirmative; le Conseil fédéral ne s'opposera pas à l'émission d'une tranche de l'emprunt en Suisse. Les modalités techniques devront encore être examinées.
- 2) Est-ce qu'il y a encore des opinions négatives quant à la garantie de transfert ? Si ce n'est pas le cas, nous pouvons proposer au Conseil fédéral de donner cette garantie.

Herr Direktor Reinhard.

Es muss noch geprüft werden, ob der Bundesrat zuständig sei, diese Garantie zu geben.

Herr Minister Stucki.

Kompetent ist die Nationalbank, aber sie muss eine Bürgschaft des Bundes haben.

M. le Conseiller fédéral M. Petitpierre.

Le Conseil fédéral autorisera donc la Banque Nationale de donner cette garantie, et en même temps il s'engagera à reprendre les dollars.

La Confédération comme telle n'aura pas à traiter directement avec la Banque pour la reconstruction, c'est la Banque Nationale qui négociera un accord avec elle.

Herr Direktor Homberger.

Soweit die Nationalbank bisher vom Bund Bürgschaften erhielt, stützen sich diese auf die handelspolitischen Vollmachten des Bundesrates aus dem Jahre 1933. Es sollte geprüft werden, ob dies im vorliegenden Fall auch zutrifft, denn es handelt sich hier nicht um eine Bürgschaft im Interesse der schweizerischen Wirtschaft, sondern um einen Akt der internationalen Solidarität.

M. le Conseiller fédéral M. Petitpierre.

La question de la compétence sera encore à examiner.

Pour le moment, le Conseil fédéral n'aura à se prononcer que sur deux questions de principe:

- 1) le Conseil fédéral ne s'oppose pas à l'émission d'une tranche

- 14 -

de l'emprunt en Suisse;

2) il charge le Département des finances d'examiner les problèmes techniques, d'entente avec la Banque Nationale.

Le Conseil fédéral devrait en même temps confirmer l'attitude qu'il a adoptée à l'égard des institutions de Bretton Woods.

La proposition sera faite par le Département Politique et M. le Ministre Stucki voudra bien s'en charger. Les considérations politiques étant très importantes, il me semble qu'elles devraient être spécialement mises en relief.

Herr Direktor Reinhard.

Ich möchte noch einen Vorbehalt in Bezug auf die Stellungnahme von Herrn Bundesrat Nobs anbringen. (Herr Direktor Reinhard verliest ein Schreiben von Herrn Bundesrat Nobs, in dem dieser ausführt, es müsse bezüglich einer Mitwirkung an der Anleihe grösste Zurückhaltung geübt werden und man müsse sich hüten, irgendwelche Versprechungen abzugeben). Das Schreiben ist allerdings vom 3. Juni datiert und durch die heutige Sitzung überholt; auch scheint Herr Bundesrat Nobs an eine direkte Beteiligung des Bundes zu denken.

M. le Conseiller fédéral M. Petitpierre.

Je ne manquerai pas de renseigner demain matin mes collègues au Conseil fédéral sur les conclusions auxquelles nous sommes arrivés.

Herr Direktor Reinhard.

Ich möchte doch noch die Frage aufwerfen, ob wir bei weiteren Anleihen wieder mitmachen müssen. Es ist in diesem Zusammenhang auch darauf hinzuweisen, dass diese Beteiligung eine Einschränkung unserer Freiheit in der Devisengesetzgebung bedeutet.

Herr Generaldirektor Keller.

Wenn man uns auffordert, an weiteren Anleihen mitzumachen, können wir darauf hinweisen, wir hätten als Zeichner der Anleihe schon soviel geleistet, wie andere Staaten als Mitglieder.

M. le Conseiller fédéral M. Petitpierre.

Il est évidemment difficile de voir très loin dans cette affaire. Mais il ne faut pas oublier que les conséquences

- 15 -

d'un refus pourraient aussi être terribles, surtout dans le cas où il y aurait une nouvelle guerre.

Je reviens encore à la Conférence qui se tiendra à New-York au mois de novembre en vue d'élaborer une charte de commerce mondial. Selon les informations que j'ai reçues, la Suisse sera invitée à y participer en qualité de membre régulier. J'estime qu'il serait difficile de décliner une telle invitation.

Herr Direktor Homberger.

Ich kann nur sagen, dass der schweizerische Delegierte nicht zu beneiden sein wird.

Herr Minister Stucki.

Um unsere Haltung festzulegen, sollten wir zuerst die Resultate der gegenwärtigen Konferenz in Genf kennen. Im allgemeinen zeitigen internationale Konferenzen umso schlechtere Ergebnisse, je länger sie dauern.

La séance est levée à 19.15 h.

Berne, le 14 juin 1947.